

N°DBCA-2019-030

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 1^{er} MAI 2019

Le 04 avril 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mars 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire :** néant
- **Création permanente :** néant
- **Suppression :** néant

II - Ajustement des emplois budgétaires au sein de la filière sapeur-pompier

NEANT

III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Adjoint au chef de groupement, chargé de la conduite de projet stratégique, ingénieur ou attaché, au sein du groupement stratégie, pilotage, évaluation et prospective ;
- Juriste superviseur, rédacteur à rédacteur principal de 1^{ère} classe, au sein du pôle Juridique ;
- Technicien transmission, cadre d'emplois des adjoints techniques, au sein du groupement des systèmes d'informations ;
- Gestionnaire immobilier, chargé d'exploitation électrique, cadre d'emplois des techniciens territoriaux, au sein du groupement Immobilier ;
- Assistante de gestion administrative et technique Est, cadre d'emplois des adjoints administratifs, au sein du groupement Technique ;
- Adjoint au chef de groupement en charge du service des ressources immobilières, ingénieur à ingénieur principal, au sein du groupement Immobilier ;

- Chargé d'opérations de constructions, technicien à ingénieur, au sein du groupement Immobilier ;
- Assistant administratif, cadre d'emplois des adjoints administratifs, au sein du pôle programmation et soutien technique ;
- Gestionnaire des formations internes – soutien administratif formations orientées, formations de spécialité, cadre d'emplois des adjoints administratifs, au sein du groupement formation et sport.

Pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, le poste suivant pourra être tenu par un agent contractuel recruté sur la base de l'article 3, 1° ou 3, 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Magasinier, adjoint technique, au sein du groupement technique ;
- Chargé de mission compte personnel d'activité, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à rédacteur, au sein du groupement Formation et sport.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190404-DBCA-2019-030-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2019
Affichage : 05/04/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER